



# LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

30 mars 2026

N° 337

Prix: 25 gourdes

## EDITORIAL

### LES EXPLOITÉS NE CHANGERONT LEUR SORT QU'AVEC LEURS LUTTES



Depuis 6 ans environ, les gangs criminels prennent le contrôle du pays et tiennent les masses populaires à la gorge. Unies aux bandes criminelles depuis belle lurette dans l'exploitation et la répression de la population, les classes riches ne font pas la fine bouche. Dans le sang et la boue, elles continuent de voler la force de travail des ouvriers, de piller les caisses de l'État et de développer d'autres trafics pour s'enrichir. Principales victimes de la dictature sanguinaire des gangs armés, la classe ouvrière et les masses populaires ne pourront s'exfiltrer des griffes des classes dominantes et de leurs scélérats qu'avec leurs luttes.

Pour le moment, la population n'a pas encore trouvé le bon tempo pour affronter ces assassins qui l'ont déguerpie de ses quartiers, qui violent ses enfants, détruisent l'économie, affament les plus démunis et qui maintiennent un climat d'horreur dans le pays. Mais ce n'est que partie remise.

S'il n'y a aucune date pour le début du déferlement de la colère, de la frustration de la majorité de la population dans les rues des différentes villes du pays pour retrouver sa dignité, sa liberté, toutes celles et ceux, les travailleurs, les jeunes étudiants, les intellectuels qui sont intéressés par le devenir de cette société savent qu'il n'y a que les luttes conscientes, organisées des travailleurs et des paysans pauvres qui peuvent venir à bout de l'exploitation et de la domination des classes riches.

Mais pour qu'elles soient efficaces, pour qu'elles ne soient pas détournées par des affairistes, ces luttes doivent se préparer dès maintenant par les plus conscients sur la base des revendications immédiates de la population.

Contre la dictature des gangs, la population doit retrouver sa liberté d'expression, de circulation, de réunion, sans être menacée par des assassins qui peuvent attenter à sa vie. L'économie doit être relancée en passant d'abord par la réouverture des entreprises, le déblocage des routes nationales, la stimulation de la

production agricole par la distribution des terres aux paysans pauvres et des moyens pour les mettre en valeur. Les hôpitaux, les écoles, les universités doivent ouvrir leurs portes pour fournir leurs services et aussi redonner du travail parce que des milliers d'emplois indirects en dépendent. Les centaines de milliers de personnes qui croupissent dans les camps de déplacés doivent progressivement trouver un logement décent pour leurs familles.

Pour la classe ouvrière, le salaire doit être débloqué et suivi d'une revalorisation substantielle au coût de la vie. En attendant d'une reprise effective, un coup de pouce doit être apporté aux travailleurs qui n'auront pas tout de suite retrouvé de boulot. Évidemment, ce n'est qu'un aperçu de l'ensemble des revendications populaires.

Ce cahier des charges, une fois constitué, servira de base de mobilisation des masses populaires. Les moyens et les luttes pour faire avancer ces besoins urgents seront à discuter partout avec la population.

Pour les plus conscients qui veulent s'occuper de la construction du camp des travailleurs, celle-ci ne pourra se faire que par l'ébauche d'un programme, d'une organisation autonome au sein des masses exploitées. L'objectif est non seulement de faire aboutir leurs revendications immédiates mais de construire par leurs luttes une société fraternelle débarrassée de la propriété privée des moyens de production.■

## SOMMAIRE

### Editorial

- ⇒ Page 1
  - Les exploités ne changeront leur sort qu'avec leurs luttes

### Leur Société

- ⇒ Page 2
  - Le salaire minimum ou la légalisation de l'exploitation capitaliste
  - Hôpitaux publics : des malades livrés aux racketteurs
  - Conflits entre gangs criminels, la population en paye le prix
  - ENS : la lutte des étudiants est payante
- ⇒ Page 3
  - les forces répressives ont le vent en poupe
  - Salaire : réduction drastique
  - Le paiement via compte bancaire : que des difficultés pour les ouvriers

### Dans les entreprises

- ⇒ Page 3
  - Echos des entreprises
- ⇒ Page 4
  - Pou mas pòv yo, yon leve kanpe se yon ijans !

### Dans l'international

- ⇒ Page 4
  - Élections municipales en France : La participation de Lutte Ouvrière et de Combat Ouvrier

### Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

## LE SALAIRE MINIMUM OU LA LÉGALISATION DE L'EXPLOITATION CAPITALISTE

Pour Karl Marx, le salariat est le fondement de l'exploitation capitaliste, où l'ouvrier vend sa force de travail comme une marchandise. Le salaire ne représente pas la valeur du travail produit mais uniquement le coût de survie du travailleur permettant au capitaliste d'approprier la plus-value. C'est une forme d'aliénation, un esclavage moderne qui déshumanise le travailleur et génère la misère sociale.

Si un travailleur évoluant dans le secteur de la sous-traitance ne peut pas définir le salaire qu'il gagne dans son entreprise avec autant de brio que Marx, à l'entendre parler de sa vie de travailleur, il dit à peu près la même chose. Sur la zone industrielle, les témoignages des ouvriers ne manquent pas :

« Je dois faire beaucoup d'effort pour rentrer avec quelques pécules à la maison où toute la famille m'attend le jour de la paye car si je devais payer l'ensemble de mes dettes, il ne me resterait rien. »

« Le jour du « payroll » est le jour le plus frustrant dans ma vie. Tu peines pendant une quinzaine à te défoncer au

boulot et le salaire que tu reçois s'envole à la sortie de l'usine »

« Je travaille depuis 15 ans à mon entreprise. Je n'ai rien en souvenir à part des dettes que je contracte auprès des usuriers pour pouvoir vivre »

« Je n'ai plus de force. J'ai toujours de la migraine. Je souffre d'une anémie chronique. Je ne mange pas bien. Je suis obligée de prendre sur moi pour avoir quelque chose à donner aux enfants. »

« J'ai 45 ans. Ma vie a basculé le jour où des tessons de bouteille m'ont crevé les deux yeux à l'entreprise. Je suis partie avec une pitance comme dédommagement et depuis je galère. Je ne continue de vivre qu'avec la

solidarité des membres de ma famille. »

En monnaie locale, le salaire journalier pour 8 heures de travail en vigueur dans la sous-traitance a crû en valeur nominale de 15 gourdes en 1986 à 685 gourdes en 2026. Mais en dollar, cette augmentation est plus nuancée, c'est 3 dollars en 1986 contre 5 dollars en 2026. Si l'on doit enlever les taxes et obligations prélevées à la source, les ouvriers ne reçoivent aujourd'hui, que 500 gourdes en moyenne comme salaire nominal net aujourd'hui soit 3,7 dollars. Si l'on tient compte de l'inflation, la valeur réelle du salaire dépasse à peine le dollar aujourd'hui.

Un système qui affame les classes laborieuses et enrichit les parasites ne peut être l'avenir de l'humanité. ■

## HÔPITAUX PUBLICS : DES MALADES LIVRÉS AUX RACKETTEURS

Dans le département de l'Ouest, la population pauvre est aujourd'hui prise en étau entre la dictature des gangs armés et une autre forme de gangstérisme, plus feutrée mais tout aussi meurtrière : celle qui règne dans les hôpitaux publics.

L'hôpital de l'Université d'État d'Haïti, autrefois principal centre hospitalier du pays, est fermé depuis près de quatre ans. Quant aux rares structures encore en activité, comme La Paix ou Eliazar Germain, elles sont devenues de véritables terrains de racket.

Ce sont pourtant les plus pauvres qui les fréquentent : habitants de quartiers populaires, familles sans ressources, patients sans alternative. Et pour cause : les cliniques privées sont hors de portée. Mais dans ces hôpitaux dits publics, l'accès aux soins est désormais conditionné à la capacité de payer.

Avant même d'être admis, les patients doivent verser des sommes importantes. Médecins et membres de l'administration agissent de concert dans ce

racket. Ceux qui ne peuvent pas payer sont tout simplement obligés de rentrer chez eux, quel que soit leur état.

Et même pour ceux qui parviennent à franchir cette première barrière, le calvaire continue. Après une consultation, les patients sont orientés vers des cliniques privées appartenant aux mêmes médecins. Les numéros de téléphone sont donnés sans gêne.

Les ordonnances suivent la même logique : il n'est pas question d'acheter les médicaments là où ils sont moins chers. Les patients sont dirigés vers des pharmacies recommandées, où les médecins touchent leur commission.

Les patients en attente d'opération sont nombreux à attendre depuis des mois. Pendant ce temps, leur état se dégrade. Ce délai vise à

les pousser vers des cliniques privées où exercent ces médecins.

Ainsi, des hôpitaux publics financés par les taxes de la population sont transformés en entreprises privées par des racketteurs en blouse blanche.

Les conséquences sont dramatiques : des milliers de patients meurent faute de soins et d'argent. Des maladies curables deviennent des condamnations à mort.

Il n'y a aucune exagération à dire que ces pratiques tuent. Refuser de soigner un patient sans argent, et de surcroît dans un hôpital public, c'est le condamner à mort.

Dans un pays où la misère explose et où les gangs armés sèment la terreur, une autre forme de violence se développe dans les institutions censées protéger la population. ■

## CONFLITS ENTRE GANGS CRIMINELS, LA POPULATION EN PAYE LE PRIX

Le dimanche 8 mars, les habitants du village de la Renaissance, tout près de Cité Soleil, ont été pris dans l'engrenage d'un énième conflit opposant deux groupes de gangs.

Pendant 4 jours, la panique et la terreur ont monté d'un cran dans certains quartiers de La Plaine comme Terre Noire, Martial, Fuji, village de la Renaissance. Plusieurs personnes ont été tuées lors des affrontements entre les deux gangs rivaux, qui se disputent le contrôle du village de la Renaissance. Parmi elles une femme enceinte, touchée par une balle à la tête. Des

maisons incendiées, pour échapper à la terreur les habitants ont été obligés de fuir.

Ce conflit prouve que les gangs ne chôment pas malgré les interventions de la Police dans certaines zones qui se résument souvent à des coups d'épée dans l'eau. L'exemple le plus illustre est celui du quartier de Belair où la police a déclaré avoir détruit la

base du gang qui le contrôlait ; aujourd'hui, il est sous la coupe du gang « Izo ».

Les habitants des quartiers populaires contrôlés par les gangs ou pas ne peuvent pas compter sur la police pour assurer leur sécurité. La solution viendra des initiatives des habitants eux-mêmes. ■

## ENS : LA LUTTE DES ÉTUDIANTS EST PAYANTE

En février et début mars, les étudiants de l'École Normale Supérieure (ENS) sont descendus dans la rue pour s'opposer à la décision de l'ex-ministre Antoine Augustin d'abroger le protocole d'accord entre l'ENS et le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP).

Ce protocole, mis en place après le plan opérationnel 2010-2015 du MENFP, visait à intégrer des enseignants qualifiés dans le système éducatif. Il prévoyait notamment des stages pour les étudiants finissants, et la nomination des diplômés de l'ENS.

En remettant en cause cet accord, le ministre Antoine Augustin a tenté d'envoyer

ces étudiants directement au chômage.

Face à cette décision, les étudiants ont choisi la mobilisation : marches pacifiques, sit-in, conférences de presse, etc. Cette lutte a porté ses fruits. Avec l'arrivée du nouveau ministre, le protocole a été rétabli. C'est une victoire obtenue grâce à la mobilisation des étudiants.

Il reste maintenant à faire appliquer pleinement cet accord. ■



## LES FORCES RÉPRESSIVES ONT LE VENT EN POUPE

Avec 17 800 postulants inscrits pour sa 37e promotion, la PNH a enregistré un afflux « historique et sans précédent » de jeunes. Les gangs aussi ne sont pas en reste, car selon l'Unicef le recrutement chez les groupes armés, la plupart des enfants, a connu une hausse de 200% en 2025.

Cet afflux massif des jeunes vers la PNH reflète le niveau de désespoir de ces derniers, l'absence de perspective face à leur situation de précarité, contrairement à ce que veut faire croire l'institution dans son communiqué qui y voit un « élan patriotique ». C'est cette même précarité qui frappe toute la jeunesse du pays et qui est à la base de la gangstérisation qui touche les quartiers populaires.

Aujourd'hui, devenus de véritable organisations structurées, puissantes et riches avec tous les rackets et les rançons qu'ils arrachent à la population pauvre, les gangs prospèrent. À côté de la Police Nationale d'Haïti, ils sont de

puissants pôles d'attraction pour tous ceux parmi les jeunes qui rêvent de fuir leur misère.

Rejoindre l'une ou l'autre de ces bandes armées ne comporte pas une grande différence du point de vue des intérêts des classes populaires.

La seule différence se trouve dans ce fait : un jeune qui rejoint un gang est en général conscient qu'il fait le choix d'être le massacreur des masses populaires et l'assume sans vergogne. Alors que celui qui intègre la PNH peut ne pas en avoir conscience au moment de son choix. Mais, il ne tardera pas à le savoir.

Car, ce sont eux qui seront dépêchés, lourdement armés quand la population pauvre

manifestera, quand les travailleurs revendiqueront. Ce sont eux qui seront chargés d'exécuter les ordres de l'Etat-major quand la population osera s'attaquer à cet ordre bourgeois pourri. Ce sont eux qui bombarderont de gaz lacrymogènes, qui tireront à balles réelles sur des ouvrières dans les rues.

La seule façon de mettre fin à la misère, au chômage, au désespoir c'est de mettre fin au système qui les produit, le système d'exploitation capitaliste et non le consolider en renforçant ses forces répressives.

A tous les jeunes qui veulent dès maintenant participer à la construction du camp des travailleurs et des exploités, manifestez-vous, l'heure est grave. ■

## SALAIRE : RÉDUCTION DRASTIQUE

Les ouvriers s'indignent chaque quinzaine de la réduction drastique de leur salaire. De 12 000 gourdes qu'ils recevaient auparavant, aujourd'hui le salaire brut moyen sur la zone industrielle ne dépasse guère les 7 000 gourdes pour une quinzaine.

Un nombre incalculable d'ouvriers sont privés de salaire, à cause des licenciements et de la fermeture de nombreuses entreprises. Les ouvriers qui ont encore un boulot voient leurs salaires se réduire alors que les prix flambent sans arrêt. Une situation pour le moins frustrante.

Autrefois un ouvrier pouvait recevoir jusqu'à 12 000 gourdes de salaire brut pour une quinzaine de travail. Mais maintenant, ce même ouvrier peine à réaliser 7 000 gourdes. Une réduction, en moyenne, de moitié du revenu des travailleurs qui ne s'explique que par la cupidité du patronat qui fait payer les conséquences de la crise qui ravage son économie depuis plus de 6 ans.

Officiellement le salaire minimum n'est pas changé. Il reste nominalement les

mêmes 685 gourdes que les ouvriers avaient gagnés en février 2022 au terme de plusieurs manifestations. Mais les patrons trouvent toujours une kyrielle tour de passe-passe pour effectuer ce qui est de fait une réduction de salaire.

Au lieu de faire travailler les ouvriers 6 jours par semaine avec une compensation, le repos hebdomadaire de dimanche, ils imposent aux ouvriers 5 jours, voire 4 jours de travail par semaine. Cela aurait été utile pour l'ouvrier qui en aurait profiter pour se reposer mais c'est qu'à la fin de la quinzaine, il se retrouve avec une paie de 8 jours de travail au lieu de la quinzaine complète. La solution pour l'ouvrier c'est de revendiquer plus de jours de travail mais le patron répondra toujours qu'il n'a pas assez de travail pour cela, pourtant on se tue à la tâche. C'est le cas à

Wilbès où, depuis janvier, de 5 jours de travail, la direction a réduit les activités à seulement 4 jours.

Dans d'autres cas, comme chez Abraham, le patron peut décider arbitrairement de ne pas payer les heures supplémentaires et la prime du quota ou d'allonger ce dernier à un niveau qui dépasse la force de travail des ouvriers pendant la journée de travail.

L'inflation et la dévaluation de la monnaie locale sont toujours des facteurs de réduction de salaire des travailleurs. C'est ce qui explique qu'en dépit des nombreux ajustements de salaire obtenus par les luttes des ouvriers passant de 15 gourdes en 1986 à 685 gourdes aujourd'hui, leur salaire oscille toujours autour de 4 dollars. La valeur nominale du salaire net, environ 500 gourdes soit 3,7 dollars dépasse à peine un dollar en valeur réelle. ■

## LE PAIEMENT VIA COMPTE BANCAIRE : QUE DES DIFFICULTÉS POUR LES OUVRIERS

Le paiement via compte bancaire est pratiqué depuis belle lurette dans certaines entreprises. Sur la zone industrielle, plusieurs patrons l'ont adopté comme alternative face à l'insécurité. Mais les ouvriers déplorent pas mal de difficultés et obstacles qui les empêchent d'avoir accès à leur argent.

Si cela empêche les responsables des usines de circuler dans les rues avec des sommes d'argent importantes, ce qui représente un risque vu le contrôle que les gangs armés exercent sur toute la capitale, pour les ouvriers l'expérience se résume à plus de galère, de péripéties, de privation et même de magouilles.

Les banques sont inaccessibles, les virements effectués avec retard, l'argent toujours manqué etc.

Un ouvrier a témoigné qu'après avoir fait la queue durant une demi-journée, le ventre vide sous un soleil brûlant, une employée de la banque lui a fait savoir qu'elle ne disposait de rien sur son compte, alors que la veille elle avait reçu la fiche de

payroll montrant le montant du salaire qui devrait être déposé sur son compte. Elle est rentrée chez elle à pied, complètement effondrée à l'idée de passer des jours sans argent, incapable de régler ses dettes et de se nourrir.

En général quand ces cas se présentent, les patrons se dédouanent en accusant les banques. Les ouvriers doivent attendre le samedi suivant pour retourner à la banque parce que du lundi au vendredi, ils sont occupés à travailler.

Sinon, Ils peuvent toujours se servir d'un ATM pour prendre quelques billets. Mais les distributeurs ne sont pas disponibles partout. Il y en a très peu sur la zone industrielle. Dans l'enceinte SONAPI par exemple, il y a un ATM

SOGEBANK, il est rarement fourni en cash. Pour retirer quelques billets les ouvriers sont obligés de parcourir plusieurs kilomètres, de traverser plusieurs zones en arpentant des supermarchés pour trouver un ATM qui a du cash et qui fonctionne.

Les ouvriers étaient habitués à avoir leur salaire en cash et sur place. Sur cette habitude un lien étroit s'était forgé entre les ouvriers et les petites marchandes de repas. Ces dernières leur fournissaient les repas à crédit durant une quinzaine et le jour de payroll elles se faisaient rembourser. Maintenant, à cause de cette situation les marchandes ne font pas de repas. Les ouvriers en sont privés et doivent passer la journée de travail avec un morceau de pain, un bout de manioc, etc. ■

## DANS LES ENTREPRISES

### ECHOS DES ENTREPRISES

**Un laissez-passer pour aller aux toilettes**

Le patron de Quality Sewing donne un laissez-passer pour un module de travail qui peut compter jusqu'à quinze ouvriers. Quand un ouvrier va aux toilettes, le prochain doit attendre que ce laissez-passer

soit disponible dans le module. Ce n'est pas le cas pour ces besoins qui peuvent apparaître à n'importe quel moment. Dans ce cas, les ouvriers devraient se passer de ce morceau de papier pour se rendre aux toilettes. Qu'ils le sachent !

**Abraham ne veut rien lâcher**

Le patron utilise toutes les manœuvres pour réduire notre salaire. Il contrôle tout : les pièces de travail mal confectionnées, déchirées ou tachées pour lesquelles il nous taxe en dollars en guise de punition. Bien que le salaire diminue à cause de l'augmentation du coût de la vie, les jours de travail diminuent aussi, le patron veut en voler le reliquat. ■

# PAWÒL TRAVAYÈ

## Se batay mas eksplwate yo sèlman kap kapab chanje sityasyon an !

Sa gen plis pase 6 lane, nèg ak zam san fwa ni lwa, pran kontwòl peyi a epi kenbe mas eksplwate yo nan gòj. Se prèske san rezistans, klas rich yo, politisyen ansanm ak alye yo nan peyi etranje aksepte sitirasyon sa a. Yo kontante yo kontinye piye fòs travay klas travayè yo, piye kès leta, devlope lòt trafik pou yo fè lajan alòske sityasyon popilasyon pòv la ap vin pi mal. Inisyativ pou kapote vyolans ak eksplwatasyon mas popilè yo pap soti bò kote okenn gouvènman ki nan sèvis klas rich yo men pito bò kote mas eksplwate yo.

Menm si jodi a, majorite mas popilè yo pako jwenn pi bon fason pou kanpe batay kont diktati nèg ak zam yo ak akolit yo pou defann dwa yo, men istwa batay yo chaje ak anpil ekzanp ki montre yo konn batay. Yo te batay pou kraze lesklavaj epi pran endepandans yo nan lane 1804, yo te batay kont diktati divalye yo.

Pa gen ni jou ni mwa ki fikse pou leve kanpe sa fèt, men tout travayè, jèn fi tankou jèn gason, etidyan, entèlektyèl nan tout rakwen peyi a ki enterese ak batay klas eksplwate yo dwe konnen se batay sa sèlman kap kapab derasinen eksplwatasyon ak dominasyon klas rich yo anndan sosyete a jodi a.

Men depi koulye a, batay sa kapab mennen sou baz satisfaksyon bezwen esansyèl yo. Tankou : Desitire tout nèg ak zam yo ki anpeche popilasyon an viv, popilasyon an dwe genyen dwa pou li reyini, òganize li nan katye kote li rete. Kreye travay nan sèktè kap itil popilasyon an, ouvè tout izin yo, lekòl ak inivèsite yo. Chak moun dwe jwenn yon travay ak yon salè ki ka pèmèt li fè fas kare ak kou lavi a, mas eksplwate yo dwe jwenn swen sante, edikasyon. Peyizan pòv yo dwe jwenn tè pou yo travay ak mwayen pou sa fèt elatriye.

Klas travayè pa kapab bay politisyen ak boujwa misyon pou konbat eksplwatasyon paske se sou baz sa a yo rich. An nou tout rantre nan kanpay konsyantizasyon sa a pou nou prepare batay nou. Nou pa bezwen anpil. 2 moun pou pi piti kapab kòmanse reflechi sou sa epi fè pwopozisyon.

Pou moun ki pi konsyan yo, jou leve kanpe sa yo dwe prepare depi koulye a nan konstriksyon yon pwogram, yon òganizasyon ki pou mennen konba sa nan mitan mas eksplwate yo. Objektif la se konstriksyon yon sosyete fratènèl san klas sosyal, san pwopriyete prive mwayen pwodiksyon yo ki se baz eksplwatasyon an.

Klas travayè a te bay ekzanp la nan fason yon te batay pou yo te rache jounen travay 8 èdtan an, ann suiv ekzanp batay sa yo.

**OTR-UCI, mèkredi 25 mas 2026**  
**An nou konte sou fòs nou !**

## DANS L'INTERNATIONAL

### ÉLECTIONS MUNICIPALES EN FRANCE : LA PARTICIPATION DE LUTTE OUVRIÈRE ET DE COMBAT OUVRIER

**Nos camarades, les militants de Lutte Ouvrière en France et de Combat Ouvrier en Martinique et Guadeloupe étaient présents dans les élections municipales. Dans ces dernières, ils ont fait campagne sur la base des idées du communisme révolutionnaire qu'ils défendent, pour dénoncer la guerre impérialiste et pour la construction du « Camp des Travailleurs ».**

Le 15 mars dernier, lors des élections municipales, deux de nos organisations sœurs de l'UCI (Union Communiste Internationaliste), Lutte Ouvrière et Combat Ouvrier ont marqué leur présence pour défendre le programme politique du camp des travailleurs.

En Guadeloupe et en Martinique, ils ont milité pour partager leurs idées et convaincre 222 travailleurs et candidats pour constituer 5 listes qui leur ont permis de participer à ces élections. Dans les deux îles, ils ont recueilli un total de 1574 suffrages.

En France, Lutte Ouvrière compte 24 conseillers municipaux. Elle a totalisé 79 440 voix, soit 1,29 % des suffrages exprimés. Dans ces élections municipales, la campagne menée par les militants de Lutte Ouvrière leur a permis de regrouper plusieurs dizaines de milliers de travailleurs et candidats pour présenter 266 listes dans 243 communes différentes.

Revivre l'une après l'autre, avec deux extraits des adresses des camarades de Combat Ouvrier et celles des camarades de

Lutte Ouvrière après le premier tour des élections municipales :

Combat Ouvrier : Ces voix, issues des classes populaires, ont exprimé le rejet des représentants des partis qui se disputent pour gérer un système capitaliste et colonialiste de plus en plus inégalitaire, réactionnaire, guerrier et barbare. Elles ont affirmé leur appartenance à un camp ; celui des travailleurs et à une perspective, celle de la lutte collective et consciente pour renverser le capitalisme et le colonialisme.

Lutte Ouvrière : Ces petits chiffres montrent que, dans un contexte marqué par la montée des idées réactionnaires, un courant communiste et révolutionnaire peut

être présent, à la force du poignet, dans les principales agglomérations et dans de nombreuses villes moyennes. Même très minoritaires, les militants de Lutte ouvrière sont présents pour dénoncer la marche à la guerre, la mainmise capitaliste sur la société, le recul de la condition ouvrière, les divisions entretenues entre travailleurs français et étrangers. Et il se trouve des dizaines de milliers de travailleurs prêts à voter pour des listes défendant ces idées, autrement dit à voter pour leur camp.

Pour répéter K.Marx, Les idées deviennent une force quand elles s'emparent des masses. Alors, la bataille pour les implanter auprès des masses pauvres est une nécessité vitale pour les militants communistes révolutionnaires.■



**POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.**

**TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.**

**CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.**